



Le déficit acceptable, c'est quoi ?

2013/08

28 | 02 | 2013



COMMUNAUTE



PROSPERITE



PROTECTION



Ivan Van de Cloot
Économiste en chef
Itinera Institute



Jean Hindriks
Senior Fellow
Itinera Institute

De plus en plus de pays annoncent que le fameux seuil de 3% de déficit imposé par l'Union européenne sera dépassé. Ce chiffre d'un déficit acceptable a-t-il une quelconque justification ? La Belgique peut-elle tourner le dos à l'austérité pour la relance ?

Le déficit à 3% : c'est la faute à Mitterrand

Le déficit ça parle à tout le monde: être en déficit, c'est être à court d'argent; ou, si l'on préfère, tirer aujourd'hui un chèque sur demain, que le contribuable devra ensuite rembourser. Le déficit a aussi depuis Keynes acquis ses lettres de noblesse en situation de récession économique: il figure en avant plan dans les théories, il est l'une des

plus visible mesures de relance. Lui seul, c'est évident, a la carrure et la netteté pour nous tirer d'affaire. Le déficit ! mais qu'en faire ? à quelle contrainte le plier pour en extraire une norme ?

La norme communément acceptée est celle du ratio de 3% du PIB. Mais d'où vient ce nombre magique si précis ?

Le ratio mythique de 3% du PIB est né, en France et non en Allemagne.



Relâcher l'effort budgétaire maintenant en Belgique serait désastreux.



Il n'est pas le fruit des négociations pour la création de l'euro il y a plus de dix ans, ni des négociations sur le traité de Maastricht il y a plus de 20 ans. A l'origine, il s'agissait d'imposer la rigueur aux ministres socialistes arrivés au pouvoir en 1981.

Ce ratio de 3% n'a pas d'autre fondement que celui des circonstances. Pour répondre à la question d'une norme acceptable de déficit, les conseillers du gouvernement Mitterrand de l'époque ont simplement utilisé le PIB projetée par l'INSEE pour 1982 combinée à une prévision de déficit de 100 milliards. Le rapport des deux étant proche de 3%, c'est devenu la norme qui a ensuite reçue l'onction du Président dans son discours du 9 juin 1982 où il déclare: "Le déficit est d'environ 3% et il ne faut pas qu'il dépasse ce pourcentage appliqué au produit intérieur brut. J'attends du gouvernement qu'il respecte ce plafond de 3% et pas davantage." (1)

Puis début 90 le traité de Maastricht parut sur le métier. Ce 3%, on l'avait sous la main, et on en usait en France. Il passe donc à l'Europe sous l'influence de son président (français) Jacques Delors; et de là, pour un peu, il s'étendrait au monde.

Une norme discutable

La norme de 3 % est simple et élémentaire comme disait Sherlock

Holmes. Cependant si on y réfléchit un instant elle suscite plusieurs question.

La première, c'est que derrière un même déficit se cachent des réalités bien différentes qui ne sont pourtant pas neutre pour le fonctionnement de l'économie. En effet on conviendra qu'il ne peut être tout à fait indifférent que le volume des dépenses et recettes publiques soit d'une certaine ampleur (moins de 35% du PIB, comme aux USA) plutôt que d'une autre, bien plus grande (plus de 50% comme en Belgique ou dans les pays scandinaves); sans même parler du contenu des dépenses (un déficit pour financer des dépenses d'investissement n'est pas la même chose qu'un déficit pour couvrir les dépenses de fonctionnement); Ce n'est pas la même chose non plus d'aligner un même volume de dépenses, avec 5% de subventions d'investissement dans un cas ou 20% dans l'autre. Le contenu des recettes importe aussi car ce n'est pas la même chose de répartir l'impôt majoritairement sur les revenus du travail ou sur une base imposable plus large; On voit donc que s'intéresser au déficit en soi, à son montant seul, n'a qu'un sens relatif. Première observation.

Deuxième observation: on conçoit bien qu'un déficit n'a pas le même sens économique selon qu'il est ponctuel, rupture d'une série d'années à l'équilibre, laquelle sera résorbée en quelques années par la réactivation même de l'économie que ce choc aura provoquée (keynésianisme); ou selon qu'à l'inverse il est une longue chronique de

déficits, qui couche après couche viennent augmenter la dette totale accumulée au point que c'est le retour à l'équilibre, la désintoxication, qui permet de redynamiser l'économie (du keynésianisme à l'envers en somme). Nous pouvons ainsi en respectant la règle de 3% nous autoriser à accumuler de la dette continûment, tenacement, c'est à dire sans avoir jamais commencé de seulement la rogner;

On l'on aura compris que fixer le projecteur sur le déficit d'une année donnée n'a guère beaucoup de sens. Ce ratio de déficit peut au mieux servir de balise pour discipliner nos gouvernements et limiter la tentation politique de céder à la facilité de l'endettement. Mais en aucun cas il n'a titre à servir de norme incontestable en toutes circonstances: il n'est pas un critère de vertu en soi. Seule a valeur en matière de finance publique une analyse raisonnée de la capacité de remboursement, c'est à dire une analyse de solvabilité. Seule a valeur en matière sociale une bonne répartition des efforts dans le temps et dans l'espace pour limiter le poids des crises sur les plus vulnérables.

Les conséquences de la crise en Europe sont que les Etats doivent réduire leur "train de vie", mais dans des conditions totalement absurdes. Ce sont ceux qui sont les faibles, ceux qui gagnent le moins qui doivent le payer le plus. Ce sont ceux qui ont besoin de relancer leur économie qui doivent serrer la ceinture de leur population. Ce sont ceux qui ont déjà des difficultés à

qui on impose des taux d'intérêts et donc des niveaux de remboursement des emprunts encore plus drastiques. Le cercle vertueux s'est transformé dans la plus infernale et vicieuse spirale, entraînant salariés et allocataires vers l'abîme. Chez nous l'inflation rampante a rogné le pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables et l'indexation automatique semble bien incapable de les protéger effectivement comme l'indique le numéro 102 de Regards économiques.

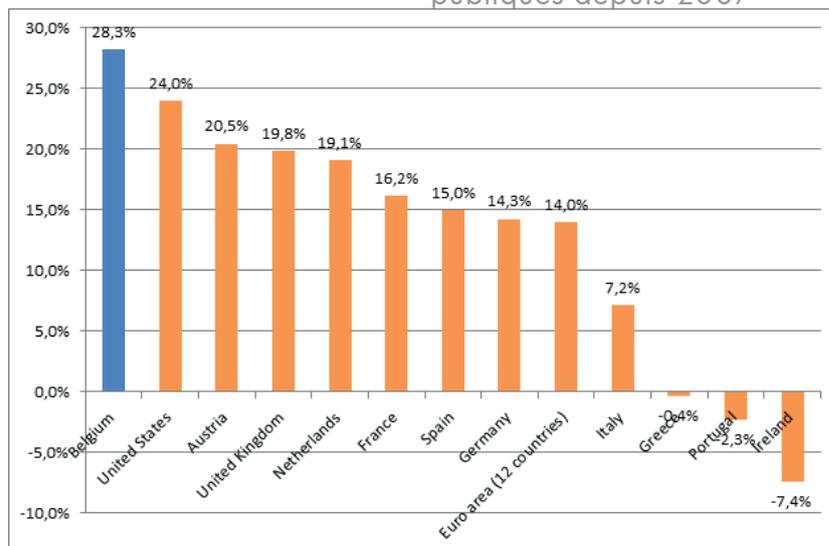
La Belgique doit-elle tourner le dos à l'austérité pour la relance?

La réponse est non pour une triple raison. Premièrement, la Belgique est trop petite pour faire de la relance à elle seule. Laissons cela à l'Europe. Deuxièmement la Belgique n'a pas encore vécu l'austérité contrairement aux autres pays européens. Le graphique ci-dessous indique clairement que la Belgique détient le record de hausse des dépenses publiques depuis le début de la crise. Cette hausse est de 26,2% contre 13,7% pour la zone euro. Nos dépenses publiques augmentent donc deux fois plus rapidement que la zone euro depuis la crise. Il est donc incorrect de dire que la Belgique a connu l'austérité à l'instar de la Grèce ou du Portugal. Depuis 10 ans le nombre de fonctionnaires a augmenté de 6% en Belgique contre une baisse de 6% dans la zone euro. Les salaires des fonctionnaires ont augmenté chez nous contre le gel ou la baisse dans le reste de la zone euro.

La troisième raison est sociale. Nous devons protéger notre système de protection sociale contre le cancer de la dette. Depuis 2008, la dette publique a explosé pour s'approcher des 100% du PIB, ce qui fait de nous un des pays les plus endettés de la zone euro. À cela s'ajoutent les engagements pris par l'État pour offrir les garanties au secteur bancaire. Ces engagements "conditionnels" représenteraient 40% du PIB (le plus élevé dans la zone euro devant la Grèce avec 35% du PIB). Le plus inquiétant est qu'on semble s'orienter vers une récession prolongée et que le

"papy-boom" commence à manifester ses effets sur les dépenses de pension et le marché du travail. On s'attend à un départ massif à la retraite d'un demi-million de travailleurs sur la prochaine décennie (sans aucun préfinancement). Relâcher l'effort budgétaire maintenant en Belgique serait désastreux. Ce ne serait plus jouer à la roulette russe, mais jouer à la roulette belge avec cinq balles dans le barillet. Relâcher l'effort budgétaire c'est risqué de déclencher un double effet boule de neige.

Augmentation des dépenses publiques depuis 2007



Source AMECO, Eurostat.2012

Jean Hindriks (Professeur UCL et Membre Itinera) & **Ivan Van de Cloot** (Economiste en Chef Itinera, Professeur invité HUB)

(1) <http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20101001trib000554871/pourquoi-le-deficit-a-3-du-pib-est-une-invention-100-francaise.html>

Pour une croissance économique et une protection sociale durables